



Munich Personal RePEc Archive

Corruption and Illicit Capital Outflows in Sub-Saharan Africa: Does Democracy Really Matter?

YENLIDE, Tchablemane

University of Lome (Togo), Faculty of Economics and Management

18 November 2021

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/110750/>
MPRA Paper No. 110750, posted 19 Nov 2021 12:45 UTC

Corruption et sorties illicites de capitaux dans les pays de l'Afrique subsaharienne: La démocratie compte-elle vraiment?

YENLIDE Tchablemane

Equipe de recherche en Economie Institutionnelle (ERECI)

Université de Lomé (Togo)

Email : yenlidegeorges@gmail.com

Résumé

L'objectif de ce papier est d'analyser l'effet de la corruption sur les sorties illicites de capitaux dans les pays de l'Afrique subsaharienne (ASS). Plus spécifiquement, nous avons mesuré d'une part l'effet direct de la corruption sur les flux illicites de capitaux et d'autre part analyser l'effet de la démocratie sur la relation entre la corruption et les flux illicites de capitaux. Les résultats obtenus à partir de la méthode des moments généralisés (GMM) sur un panel de 36 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2005 à 2013, montrent que la corruption accroît significativement les sorties illicites de capitaux. Cependant, la démocratie permet d'atténuer l'effet positif de la corruption sur la fuite illicite de capitaux. En somme, des politiques agressives de lutte contre la corruption et la promotion de la démocratie en ASS sont de natures à réduire les sorties illicites de capitaux.

Mots clés : Corruption, Démocratie, Fuites illicites de capitaux, ASS.

Abstract

The objective of this paper is to analyze the effect of corruption on illicit capital outflows in Sub-Saharan African (SSA) countries. More specifically, we measured the direct effect of corruption on illicit capital flows on the one hand and analyzed the effect of democracy on the relationship between corruption and illicit capital flows on the other. The results obtained using the Generalized Method of Moments (GMM) on a panel of 36 sub-Saharan African countries over the period 2005 to 2013, show that corruption significantly increases illicit capital outflows. However, democracy helps mitigate the positive effect of corruption on illicit capital flight. In sum, aggressive anti-corruption policies and the promotion of democracy in SSA are likely to reduce illicit capital outflows.

Keywords: Corruption, Democracy, Illicit capital flight, SSA

1. Introduction

L'ampleur des flux financiers illégaux atteint un niveau sans précédent dans les pays en développement. Ce niveau surclasse largement celui de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers combinés (OCDE, 2013). Dans les pays en développement, on estime que pour 1 euro d'aide au développement, près de 10 euros sortent illégalement de ces pays (Purje et al, 2010). Plus alarmant, chaque année, environ 1 000 milliards de dollars sortent des économies en développement et émergentes de manière illégale (GFI, 2016). Il s'agit d'un manque à gagner colossal qui pourrait financer les politiques publiques. Un nombre croissant de preuves empiriques suggèrent que les flux financiers illégaux ont un impact négatif sur la croissance économique (Ogbonnaya et Ogechuckwu, 2017), tout en accroissant les inégalités de revenu et la pauvreté (Adeleke, 2019).

Ce papier analyse l'effet de la corruption sur les flux financiers illicites dans les pays de l'ASS. Les flux financiers illicites sont entendus comme des transferts transfrontaliers de fonds illégalement gagnés, transférés ou utilisés (GFI, 2013a). Il n'existe pas de consensus sur cette définition. Les flux illicites peuvent différer des fuites de capitaux, qui comprennent également les sorties "normales" ou "légal" dues à un choix de portefeuille. Les flux financiers illicites peuvent prendre la forme de contrebande de devises, de surfacturation des importations et de sous-facturation des exportations, de déclaration de dettes extérieures inexistantes, de ristournes dans les contrats étrangers, des investissements provenant du trafic de drogue, des activités illicites liées à l'évasion fiscale, etc. (Wujung et Mbella, 2016).

La plupart des études montrent que les fuites des capitaux des pays en développement dépendent, entre autres, des risques de change, de la croissance perçue, de l'instabilité gouvernementale, du risque de troubles civils et divers autres incertitudes politiques (Lensink et Hermes, 2000 ; Collier et al, 2001, Le et Zak, 2006). Cependant, l'accent a été récemment porté sur la fuite illicite des capitaux dans les pays d'ASS. La raison tient du fait que le niveau des flux financiers illicites augmente de façon inquiétante en Afrique. Selon la Banque mondiale, les mouvements transnationaux de flux financiers illicites représentent 1 000 à 1 600 milliards de dollars, un chiffre qui fait paraître insignifiant les 135 milliards de dollars d'aide étrangère annuelle et surtout les 200 milliards de dollars de dette extérieure totale. En d'autres termes, l'Afrique est l'un des principaux créanciers nets de la planète. Ce constat est paradoxal quand on sait que plus de la moitié des pauvres de la planète vivaient en Afrique subsaharienne en 2015 (Banque mondiale, 2018).

Si plusieurs arguments sont avancés pour expliquer ces niveaux importants de sorties illicites de capitaux, le facteur institutionnel semble plus constant. Au premier rang, la corruption. En effet, entendu comme l'abus de fonctions publiques à des fins personnelles (Jain, 2001), la corruption entraîne une augmentation des coûts de transaction et de l'incertitude (Murphy et al, 1993), une inefficience des investissements (Mauro, 1995 ; Shleifer et Vishny, 1993), une mauvaise allocation des ressources (Rose-Ackerman, 1999) ainsi que la réduction de la productivité et du développement du capital humain rendant inefficace les efforts de développement. La corruption est ainsi largement considérée comme un danger pour le marché financier et la mobilisation des ressources internes. La corruption crée un climat des affaires délétères, propices à l'économie souterraine (Tilman, 1968 ; Bahmani-Oskooee et Goswami, 2005) et facilite les flux financiers illicites qui impliquent souvent des pratiques douteuses, notamment la falsification de documents commerciaux (fausses factures commerciales), le

détournement des recettes d'exportation et les pots-de-vin sur les contrats (Ndikumana et Boyce, 1998).

Ces dernières années, l'ASS s'est illustrée comme la région ayant le plus fort indice de corruption. L'indice de transparence face à la corruption est passé de 28 en 2003 à 33 en 2013 pour ensuite connaître une très légère baisse à 32 en 2017. Ce niveau est le plus faible par rapport aux autres régions. On constate par exemple qu'en Europe occidentale, il est de 66 en 2017 comparé à 65 en 2013. Cette faible performance de l'ASS en matière de lutte contre la corruption vient de la faillite institutionnelle de beaucoup de pays de cette région. En effet, ces pays sont caractérisés par de faibles autorités de régulation juridique mais aussi par des conflits d'intérêt. Seul un citoyen sur trois (34 %) pense que son gouvernement lutte efficacement contre la corruption, tandis que 59 % des sondés considèrent que les actions de l'État sont inefficaces (Afrobaromètre, 2019).

Par ailleurs, la faible présence de la démocratie sape la qualité des institutions de régulation publique qui semble amplifier la corruption et la sortie illicite des capitaux. En effet, l'ASS occupe la dernière place en termes de la qualité de la démocratie. Selon le rapport de l'Economist Intelligence Unit (EIU) en 2019, la démocratie a globalement reculé dans le monde, sur le continent africain et plus particulièrement en ASS. Prenant en compte 50 pays d'Afrique sauf les Seychelles, le Soudan du Sud, la Somalie et Sao Tomé-et-Principe, le score moyen de la région est tombé à 4,26, contre 4,36 en 2018, son pire score depuis 2010. Alors qu'environ 16 pays africains ont relativement amélioré leur score, 24 ont enregistré une baisse de leur indice de démocratie. Au total, 7 pays africains sont des « démocraties imparfaites », 17 sont « hybrides », tandis que les 25 autres sont classés dans la catégorie de « régimes autoritaires ».

Cette étude est conduite dans un humble besoin de contribuer à la compréhension des facteurs qui expliquent la sortie illégale des capitaux en ASS. L'objectif général de ce papier est de déterminer l'effet direct et conditionnel au niveau de démocratie, de la corruption sur les flux financiers illicites en Afrique subsaharienne. Deux hypothèses sont formulées : (i) un niveau élevé de corruption augmente l'ampleur des flux financiers illicites. (ii) la démocratie atténue l'effet de la corruption sur l'ampleur des flux financiers illicites.

Le reste du papier est organisé comme suit : la section 2 explore la littérature, la section 3 présente la méthodologie retenue dans le papier, la section 4 discute des résultats et la section 5 conclut.

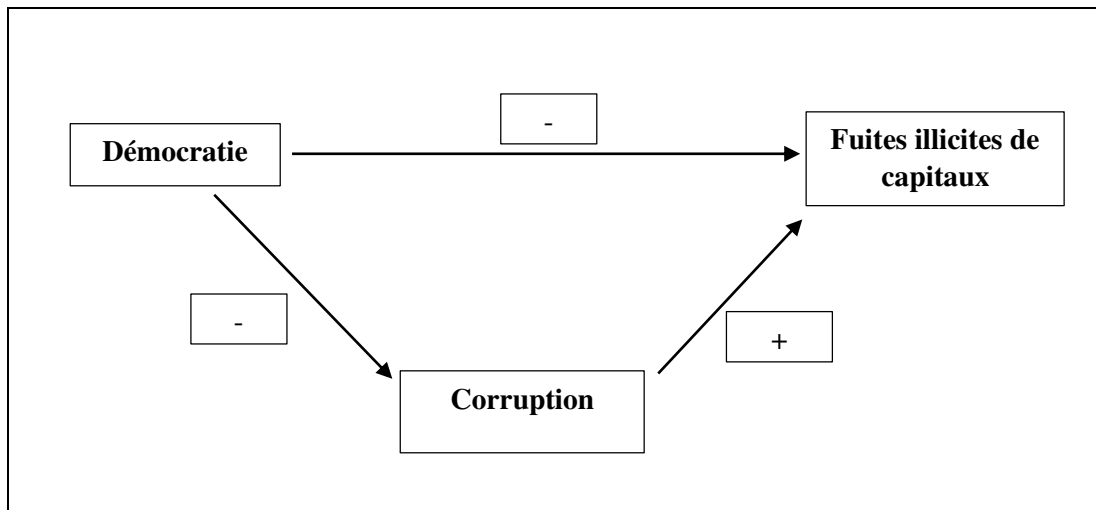
2. Corruption et flux illicites de capitaux : une brève revue de littérature

Cette partie examine la littérature existante sur les déterminants des flux financiers illicites en mettant un accent sur l'effet de la corruption et de la démocratie.

Plusieurs études ont montré que les fuites des capitaux des pays dépendent entre autres, des risques de change, de la croissance perçue, de l'instabilité gouvernementale, des risques de troubles civils et divers autres enjeux politiques (Lensink, 2000, Le et Zak, 2006). Cette logique se fonde sur l'analyse néoclassique qui considère les flux financiers comme le résultat de choix de portefeuille par des agents économiques. À partir de cette prémisse fondée sur le libre marché, la fuite des capitaux est considérée comme une réponse aux changements dans les choix de portefeuille d'un individu, résultant de la motivation standard de diversification des risques des investisseurs nationaux ou des agents économiques (Collier et al. 2001). Cependant, les développements récents dans ce domaine ont remis en question l'idée selon laquelle les motivations du portefeuille sont les principaux moteurs de la fuite des capitaux des pays en développement (Ndikumana et Boyce 2011).

Particulièrement, les sorties illégales de capitaux se renforçant, les travaux ont vu dans la qualité des institutions, un facteur constant. La littérature économique suggère que le problème peut résulter de la corruption et de la recherche de rente (Alemu, 2018 ; Orkoh et al, 2017 ; Osei-Assibey, 2018). L'idée centrale est que l'exploitation du pouvoir discrétionnaire est rendue possible par la faiblesse des institutions politiques, administratives et juridiques (Bardhan, 1997 ; Andvig et al. 2001 ; Aidt 2003). Ainsi, la fuite illicite des capitaux résulte du désir de cacher la richesse accumulée illégalement à l'étranger et pas nécessairement en raison des écarts de taux d'intérêt entre les pays ou des distorsions de la politique macroéconomique, comme le postulait l'approche néoclassique (Kar et Cartwright-Smith 2008, 2010 ; Heggstad et Fjeldstad 2010). La Nouvelle Economie Institutionnelle quant à elle, met en avant la forte présence des institutions politiques extractives au détriment des institutions inclusives. Plus spécifiquement, les institutions politiques extractives désignent les institutions qui ne contraignent pas les dirigeants politiques et leurs groupes d'élite ; qui concentrent le pouvoir entre les mains de quelques-uns, et qui ne prévoient pas de freins et contrepoids ou « l'Etat de droit ». Ces institutions auraient conduit à une rente omniprésente au détriment du développement économique (Sachs et Warner 1995 ; Clague et al.1996 ; Rodrik, Subramanian et Trebbi 2002).

Figure 1 : Corruption, Démocratie et fuite illicites de capitaux



Source : Auteur

Cependant, la question fondamentale est de comprendre pourquoi l'existence simultanée de la corruption, de la fuite des capitaux et du maintien au pouvoir des dirigeants impliqués eu égard ? En effet, ces modèles prédisent que les élites politiques peuvent extraire des rentes jusqu'à un niveau juste acceptable pour une majorité simple. Autrement dit, une majorité d'électeurs dans des pays avec des niveaux élevés de corruption et de fuite des capitaux illicites, les trouvent acceptables, malgré les énormes pertes de bien-être qu'imposent de tels niveaux. S'ils n'étaient pas acceptables, le vote majoritaire punirait ces acteurs politiques en ne les votant pas au pouvoir lors d'élections sous des gouvernements démocratiques (Letete et Sarr, 2017).

D'un autre point de vue, les dirigeants politiques n'arrivent pas au pouvoir par des processus démocratiques. Ils démantèlent les processus électoraux et tous les autres freins à leur maintien au pouvoir. Ainsi, ils cachent souvent de l'argent dans des juridictions secrètes, car leurs opposants peuvent exproprier leurs actifs s'ils arrivent au pouvoir. Dans de telles circonstances, la légalité de l'acquisition de ressources peut être remise en question par les nouveaux dirigeants pour divers motifs, y compris des raisons politiques opportunes - par exemple, pour saper la capacité des factions dirigeantes précédentes à revenir au pouvoir (Letete et Sarr, 2017, Orkoh et al, 2017).

3. Méthodologie

Pour atteindre nos objectifs, nous partons d'une approche macroéconomique retenue par Kar et Cartwright-Smith (2008) mais dans le but d'identifier les déterminants des flux financiers illicites dans les pays de l'ASS. L'examen de la documentation existante sur la fuite des capitaux illicites indique qu'une combinaison de facteurs économiques et institutionnels doit être prise en considération lors de l'évaluation des niveaux flux financiers illicites dans les pays en développement (Alemu, 2018).

3.1 Modèle empirique

Pour l'analyse de l'effet direct, nous partons d'un modèle linéaire comme suit pour mesurer l'effet de la corruption sur les flux financiers illicites en Afrique subsaharienne :

Modèle 1 : capter l'effet direct

$$FFI_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 FFI_{t-1} + \alpha_2 CORRUPT_{it} + \alpha_3 DEMOCRATIE_{it} + \beta' X_{it} + \mu_{it} \quad (1)$$

Où FFI_{it} , $CORRUPT_{it}$, et $DEMOCRATIE_{it}$ représente respectivement, les flux financiers illicites dans le pays i au temps t , le niveau de corruption dans le pays, l'indice de démocratie (*Polity II*). X_{it} , est le vecteur des variables de contrôle (le revenu par habitant (*PIB par tête*), l'inflation (*INFL*), l'ouverture commerciale (*OUV*), le niveau d'épargne (*EPG*), le niveau de la dette extérieure (*DETTE*), le crédit accordé à l'économie (*CE*), le taux de change (*CHANGE*), l'indice de développement financier (*INDICE*), le revenu de l'exploitation du pétrole (*Oil_rent*), la stabilité politique (*Stab_politique*) et la qualité de la régulation (*Qual_régulation*)).

Modèle 2 : capter l'effet indirect

$$IFF_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 IFF_{t-1} + \alpha_2 CORRUPT_{it} + \alpha_3 DEMOCRATIE_{it} + \alpha_4 (CORRUPT \times DEMOCRATIE)_{it} + \beta' X_{it} + \mu_{it} \quad (2)$$

$(DEMOCRACY \times CORRUPT)$ représente l'effet conditionnel entre la démocratie et la corruption.

La variable dépendante les flux financiers est divisée en trois catégories : les sorties d'argent illicite étroit (*HMN*), la facturation commerciale erronée (*GER*) et la combinaison des deux (*HMN+GER*).

En effet, pour mesurer la corruption, nous retenons l'indicateur de corruption de la Banque mondiale. Cette variable est rangée de -2,5 (faible) à 2,5 (haut) et mesure la perception de l'utilisation des pouvoirs publics à des fins privés (petite et grande corruption) ainsi que les collisions entre le pouvoir public et les intérêts privés des résultats. Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous reclassons notre variable comme suit : $-((index + 2.5) - 5)$, où 0 représente une faible corruption et 5 un fort niveau de corruption. Vu le caractère important des sorties illicites de fonds conjugué à des performances désastreuses dans la lutte contre la corruption, nous postulons pour une relation positive entre la corruption et les flux financiers illicites ($\alpha_2 > 0$).

La démocratie quant à elle, est mesurée par l'indice de démocratie issu de Polity VI, rangé de 0 (faible démocratie) à 10 (fort niveau de la démocratie). Acemoglu et Robinson (2006) montre que la qualité des institutions est un impératif à la performance économique. La mauvaise qualité institutionnelle sape les incitations à l'investissement et par ruissellement on s'attend à un signe négatif entre la qualité des institutions et les flux financiers illicites (Alemu, 2018).

3.2 Données et Méthode d'estimation

Les données sont construites à partir d'un panel de 36 pays d'ASS sur la période 2005 à 2013. Les données sur les flux financiers illicites proviennent de la base du Global Financial Integrity (GFI). Les autres données proviennent essentiellement du World Development Indicator (WDI) de la Banque mondiale et de l'International Countries Risk Guidance (ICRG). La source des données ainsi que les statistiques descriptives sont renseignées dans l'annexe.

Du fait de possibles problèmes d'endogénéité dans le modèle, d'erreur de mesure ou de variables omises, l'estimation à l'aide des moindres carrés ordinaires n'est pas pertinente. Ainsi nous utilisons un modèle de panel dynamique estimé par la méthode des moments généralisés GMM (Arellano et Bond, 1991) qui peut mieux prendre en compte les problèmes d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité (Arellano et Bover, 1995).

4. Résultats des estimations

La méthode des moments généralisés GMM est appliquée sur les données de panel. Le test de suridentification de Sargent /Hansen permet de confirmer la validité de notre variable retardée comme instrument et le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991), celui de l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence. Les résultats des estimations montrent également que la variable retardée *L. IFF* a un effet positif et significatif sur les flux financiers illicites. Ce résultat confirme notre choix d'utilisation de GMM dynamique mais aussi le fait que les sorties illicites de capitaux permettent de développer de plus en plus un circuit illicite où transite les flux financiers illicites.

Les flux financiers illicites sont estimés en utilisant la méthode des moments généralisés. Le coefficient estimé de notre variable d'intérêt qui est la corruption est négatif et statistiquement significatif. Toute augmentation d'une unité de l'indice de corruption entraîne une augmentation d'en moyenne 2 millions de dollars de flux financiers illicites. Ce résultat confirme notre hypothèse selon laquelle, la corruption favorise les fuites de capitaux illégaux en ASS. Ce résultat s'explique par le fait que la corruption favorise la recherche de rente et la prolifération de circuit souterrain ou informel propice à aux sorties financières illégales. Ce résultat confirme celui trouvé par Alemu (2018).

S'agissant des autres variables de contrôle, on note un effet négatif de l'ouverture commerciale sur les flux financiers illicites. Cependant, l'effet seuil augmente l'ampleur des flux financiers illicites d'environ 70 millions de dollars. Ce résultat suggère qu'une ouverture trop poussée est propice à la prolifération des sorties illicites soit sous forme de surfacturation des importations soit sous la forme d'une sous facturation des exportations. On note également l'effet positif du seuil du niveau de la dette, concluant qu'un niveau non maîtrisé de la dette extérieure favorise une dissimulation plus importante des flux financiers. Les résultats montrent que le crédit accordé à l'économie entraîne une réduction des flux financiers illicites. Ce résultat s'explique par le fait que le crédit accordé à l'économie est un proxy du développement financier. Ainsi du point de vue de la tradition libérale, le développement financier crée plus d'opportunités d'investissement qui se présenteraient et ce qui réduiraient donc l'ampleur des fuites des capitaux (Brada et al, 2013).

La littérature n'est pas uniforme quant à l'effet de la démocratie sur la corruption (Hill, 2003). Il s'avère alors pertinent de tester l'effet de la démocratie sur la relation entre la corruption et les flux financiers illicites. Une variable d'interaction (*Corruption*×*Démocratie*) est alors construite. Les résultats montrent un effet négatif et significatif sur les flux financiers illicites.

Tableau 1: Effet direct et indirect de la corruption sur les flux financiers illicites en ASS

VARIABLES	HMN+GER 1.1	HMN+GER 1.2	HMN+GER 1.3
L.IFF	0,379*** (0,12)	0,329*** (0,11)	0,315*** (0,10)
PIB par tête	-2,132 (1,33)	-1,007 (1,34)	-0,974 (1,28)
PIB par tête ²	0,007 (0,005)	0,003 (0,004)	0,003 (0,004)
Corruption_WDI	2,959*** (1,09)	2,437** (0,95)	2,813*** (0,95)
Democratie		22,27 (19,31)	44,95* (23,06)
Democratie*corruption			-1,267* (0,66)
OUV	-577,1*** (206,4)	-487,4** (196,6)	-503,6** (196,5)
OUV ²	70,23*** (24,78)	58,79** (23,61)	61,77*** (23,60)
Dette	-703,1* (363,3)	-476,0 (355,6)	-521,4 (350,1)
Dette ²	28,74* (16,09)	17,97 (16,19)	20,10 (16,05)
INFL	-0,0247 (0,23)	-0,050 (0,22)	-0,040 (0,23)
EPG	-0,469 (0,45)	0,053 (0,51)	-0,204 (0,54)
CE	-0,926*** (0,36)	-0,769** (0,33)	-0,929*** (0,34)
Stab-politique	1,283 (0,89)	0,889 (0,81)	0,948 (0,78)
Qual_régulation	-0,053 (0,65)	-0,212 (0,62)	-0,115 (0,61)
Constant	4,901** (2,04)	3,604* (2,03)	3,979** (2,02)
AR (1) p-value	0,00	0,00	0,00
AR (2) p-value	0,95	0,86	0,89
Hansen (p-value)	0,63	0,58	0,89
Observations	220	220	220

Standard errors in parentheses

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Ce résultat confirme également notre hypothèse selon laquelle la démocratie atténue l'effet de la corruption sur l'ampleur des flux financiers illicites. La démocratie joue un rôle central en tant que garante de la qualité des institutions. La démocratie en renforçant le pouvoir de l'électorat constitue une menace pour les autorités politiques dans la mesure où une mauvaise gestion et des scandales de fuites de capitaux illégaux peuvent réduire les intentions de vote. L'élite politique ayant un calendrier politique qui est sa réélection, se voit dans l'obligation de ne pas être mêlé à ces scandales. En outre dans un environnement caractérisé par la corruption, la démocratie en garantissant la solidité et la fiabilité des institutions menace le pouvoir discrétionnaire des agents économiques impliqués dans les actes de corruption dans la mesure

où la démocratie garantit un système judiciaire fiable et des sanctions. Ainsi, les investissements publics dans un régime démocratique, sont menés dans un cadre régulé et cohérent. S'agissant des autres variables institutionnelles, on note que la qualité de la régulation et la stabilité politique n'ont pas d'effet significatif sur les flux financiers illicites.

Tableau 2 : Effet de la corruption sur les différentes composantes des flux financiers illicites (HMN et GER)

Variables	HMN 1.1	HMN 1.2	GER 1.3	GER 1.4
<i>L.HMN</i>	0,180** (0,07)	0,187*** (0,07)		
<i>L.GER</i>			0,145 (0,47)	0,0145 (0,30)
<i>Corruption_WDI</i>	0,187** (0,09)	0,175* (0,11)	0,442 (0,37)	0,445 (0,33)
<i>Démocratie×Corruption</i>		-0,080** (0,04)		0,325 (0,28)
<i>Démocratie</i>	-1,301 (2,68)		-23,65*** (8,96)	-26,81** (11,42)
<i>Ouv</i>	-25,31 (21,17)	-3,610 (3,26)	-19,30 (71,32)	-10,27 (8,19)
<i>Ouv²</i>	2,688 (2,47)		1,394 (8,11)	
<i>Dette</i>	9,177** (3,83)	9,080*** (2,42)	18,96* (9,84)	17,88* (9,95)
<i>EPG</i>	0,023 (0,05)	0,008 (0,04)	-0,189 (0,14)	-0,123 (0,13)
<i>PIB par tête</i>	-0,051* (0,03)	-0,066** (0,03)	-0,268*** (0,09)	-0,211** (0,09)
<i>CE</i>	-0,032 (0,03)	-0,040 (0,03)	0,085 (0,09)	0,125 (0,09)
<i>INFL</i>	0,005 (0,03)	0,004 (0,03)	-0,01 (0,09)	-0,024 (0,07)
<i>SP</i>	-0,059 (0,06)	-0,032 (0,07)	0,165 (0,22)	0,113 (0,19)
<i>QR</i>	-0,098 (0,08)	-0,113*** (0,03)	-0,572** (0,23)	-0,479** (0,20)
<i>Constant</i>	-220,2*** (80,56)	-161,7*** (52,23)	23,81 (204,0)	-53,07 (182,0)
<i>AR (1) p-value</i>	0,00	0,00	0,00	0,07
<i>AR (2) p-value</i>	0,02	0,02	0,69	0,802
<i>Hansen (p-value)</i>	0,81	0,73	0,47	0,721
<i>Observations</i>	205	205	225	225
<i>Number of idI</i>	29	29	28	28

Standard errors in parentheses
 *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

L'analyse par composante des flux financiers illicites qui sont la sortie d'argent « chauds » (HMN) et la facturation commerciale erronée (GER) montre que la corruption a globalement un effet positif sur HMN. Aucun effet statistiquement significatif n'est observé pour le GER. Dans le même sens, la démocratie permet d'atténuer l'effet de la corruption sur la sortie des

HMN. Concernant les autres variables de contrôle, on note un effet positif de la dette extérieure sur les flux financiers illicites. En d'autres termes, toute augmentation de 1% de la dette extérieure entraîne une augmentation de plus de 18 millions de dollars de flux financiers illicites.

5. Conclusion

La fuite des capitaux licites comme illicites est devenue un enjeu important pour les pays en développement en général et les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier. Cet enjeu s'explique non seulement par l'ampleur de ces flux financiers, mais principalement parce que cette situation vient exacerber les défis liés à la mobilisation interne pour le financement des politiques publiques. L'objectif de ce papier est d'analyser l'effet (direct et conditionnel) de la corruption sur les flux financiers illicites. La méthode GMM des panels dynamiques a été appliquée sur 36 pays de l'Afrique subsaharienne allant de 2004 à 2013. Les résultats indiquent que la corruption affecte positivement et significativement les flux financiers illicites dans les pays d'Afrique subsaharienne. En outre, la démocratie permet d'atténuer l'effet de la corruption sur l'ampleur des flux financiers illicites. Ainsi, pour lutter efficacement contre la fuite des capitaux illégaux, les autorités doivent promouvoir des politiques de lutte contre la corruption efficaces et inclusives. Ces politiques doivent être mises en place dans un cadre démocratique ou les fondamentaux de la démocratie permettent le respect des lois.

Références bibliographiques

- Acemoglu, D., Robinson, J.A. (2006). *Economic origins of dictatorship and democracy*. Cambridge University Press.
- Adeleke, F. (2019). *Illicit financial flows and inequality in Africa: How to reverse the tide in Zimbabwe*, South African Journal of International Affairs.
- Afrobaromètre. (2019). *Africains désirent des élections de bonne qualité porteuses d'alternance*. Pdf.
- Aidt, T.S. (2003). *Economic Analysis of Corruption: A Survey*. The Economic Journal 113, F632–F652.
- Andvig, J.C., Fjeldstad, O.-H., Weltzien, A., Amundsen, I., Sissener, T.K., Søreide, T. (2001). *Corruption. A review of contemporary research*.
- Arellano, M., Bover, O. (1995). *Another look at the instrumental variable estimation of error-components models*. Journal of econometrics 68, 29–51.
- Arellano, Manuel and Stephen Bond (1991). *Some tests of specification for panel data*.
- Alemu, A. (2018). *Illicit-Financial-Flows.pdf*, IJGB-V11-N2-P01.
- Bahmani-Oskooee, M., Goswami, G.G., Talukdar, B.K. (2005). *The Bilateral J-Curve: Australia versus Her 23 Trading Partners*. Australian Economic Papers 44, 110–120.
- Banque mondiale. (2018). *Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée*. [En ligne]
- Bardhan, P. (1997). *Corruption and Development: A Review of Issues*. Journal of Economic Literature 35, 1320–1346.
- Clague, C., Keefer, P., Knack, S., Olson, M. (1996). *Property and contract rights in autocracies and democracies*. Journal of economic growth, 1, 243–276.
- Collier, P., A. Hoeffler, and Pattillo C. (2001). *Flight Capital as a Portfolio Choice*, World Bank

- Economic Review, Vol. 15, No. 1, pp. 55–80.
- GFI. (2013a). Explore the Data: Illicit Financial Flows from Developing Countries 2002-2011. How to Read the Report's Findings, Washington, D.C.
- GFI. (2016). Average Annual Illicit Financial Outflows. Washington D.C.: Global Financial Integrity.
- Heggstad, K., Fjeldstad, H. (2010). How banks assist capital flight from Africa, A literature review, 33.
- Hill, K. Q. (2003). Democratization and corruptions. *American politics research*, vol. 31 no. 6, 613-631.
- Jain, A.K. (2001a). Corruption: A review. *Journal of economic surveys*. 15, 71–121.
- Kar, D., Cartwright-Smith, D. (2008). *Illicit Financial Flows from Developing Countries, 2002–2006*. Washington, DC. Center for International Policy.
- Kar, D., Cartwright-Smith, D., 2010. *Illicit financial flows from Africa: Hidden resource for development*. Washington DC: Global Financial Integrity.
- Le, Q.V., Zak, P.J. (2006). Political risk and capital flight. *Journal of International Money and Finance*. 25, 308–329.
- Lensink, R., Hermes, N., Murinde, V. (2000). Capital flight and political risk. *Journal of international Money and Finance*. 19, 73–92.
- Letete, E., Sarr, M. (2017). *Illicit Financial Flows and Political Institutions in Kenya*. Working Paper Series.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*. 110: 681–712.
- Murphy, K.M., Shleifer, A., Vishny, R.W. (1993). Why Is Rent-Seeking So Costly to Growth? *The American Economic Review*. 83: 409–414.
- Ndikumana, L., Boyce, J. (1998). Congo's Odious Debt: External Borrowing and Capital Flight in Zaire. *Development and Change*. 29: 195–217.
- Ndikumana, P.L., Boyce, J.K. (2011). *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent*. Zed Books Ltd.
- OECD. (2013). *Measuring OECD responses to illicit financial flows*, Paris, France.
- Ogbonnaya AK and Ogechuckwu AS. (2017). Impact of Illicit Financial Flow on Economic Growth and Development: Evidence from Nigeria. *International Journal of Innovation and Economic Development*. 3(4):19–33.
- Orkoh, E., Claassen, C., Blaauw, P.F. (2017). *Corruption, Political Stability and Illicit Financial Outflows in Sub-Saharan Africa* (SSRN Scholarly Paper No. ID 3250668). Social Science Research Network, Rochester, NY.
- Osei-Assibey, E., Domfeh, K.O., Danquah, M. (2018). Corruption, institutions and capital flight: evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of Economic Studies*. 45: 59–76.
- Purje, H., Ylönen, M., & Nokelainen, P. (Eds.). (2010). *Illegal Capital Flight from Developing Countries*. Helsinki: The Service Centre for Development Cooperation, KEPA.
- Rodrik, D., Subramanian, A., Trebbi, F. (2002). Institutions rule: the primacy of institutions over integration and geography in development. NBER Working Paper 9305.
- Rose-Ackerman, S. (1999). Political corruption and democracy. *Conn. J. Int'l L.* 14, 363.

Sachs, J.D., Warner, A., Åslund, A., Fischer, S. (1995). Economic Reform and the Process of Global Integration. *Brookings Papers on Economic Activity*, 1–118.

Shleifer, A., Vishny, R.W. (1993). Corruption. *The quarterly journal of economics*. 108: 599–617.

Tilman, R.O. (1968). Emergence of Black-Market Bureaucracy: Administration, Development, and Corruption in the New States. *Public Administration Review*. 28: 437–444.

Wujung, V.A., Mbella, E. (2016). Capital flight and economic development: The experience of Cameroon. *Economics*. 5: 64–72.

ANNEXES

Tableau A1: Statistiques descriptives

Variable	Observations	Moyennes	Ecar-type	Minimum	Maximum
<i>IFF</i>	359	210.301	275.25	0	997
<i>OUV</i>	370	170.824	106.421	1	355
<i>HMN</i>	350	29.286	38.465	1	125
<i>GER</i>	360	103.675	83.748	1	259
<i>DETTE</i>	340	7.399e+09	1.661e+10	2.972e+08	1.469e+11
<i>CE</i>	350	151.429	99.711	1	325
<i>LnGDS</i>	295	148	85.303	1	295
<i>LnPIB</i>	368	184.5	106.377	1	368
<i>Democratie</i>	367	2.221	4.899	-7	10
<i>SP</i>	370	185.5	106.954	1	370
<i>QR</i>	350	175.5	101.181	1	350
<i>Corruption- WDI</i>	370	185.5	106.954	1	370
<i>Inflation</i>	370	147.53	101.115	1	328

Tableau A2 : Liste des pays retenus dans le panel

Angola	Malawi
Benin	Mauritanie
Botswana	Maurice
Burkina Faso	Mozambique
Burundi	Namibie
Cameroun	Niger
Centrafrique	Nigéria

Chad	Rwanda
RDC Congo	Sénégal
Congo	South Africa
Côte d'ivoire	Soudan
Erythrée	Tanzanie
Ethiopie	Togo
Gabon	Zambie
Gambie	Zimbabwe
Ghana	
Guinée	
Guinée Bissau	
Kenya	
Lesotho	
Madagascar	